

Satisfaction du rejet écrasant du salaire minimum et déception en ce qui concerne le Non aux Gripen

Berne, le 18 mai 2014

Communiqué

Satisfaction du rejet écrasant du salaire minimum et déception en ce qui concerne le Non aux Gripen

Un nouveau processus d'évaluation transparent pour garantir une armée de l'air crédible est nécessaire.

Le PLR.Les Libéraux-Radicaux se réjouit du rejet écrasant de l'initiative sur les salaires minimums : une menace supplémentaire sur la compétitivité de la Suisse a été empêchée. L'acceptation de l'arrêté fédéral sur la médecine de base assure pour le futur un nombre suffisant de médecin de famille en Suisse. Le PLR regrette cependant la décision concernant l'initiative sur la pédophilie ainsi que le refus du fonds pour les Gripen. En refusant d'acheter de nouveaux avions de combat, l'armée se trouve face à de grands défis. La campagne s'est focalisée sur des éléments secondaires qui ont eu des effets sur l'évaluation et dans la campagne. La discussion à propos de la sécurité de notre pays et par conséquent, de la nécessité de posséder une armée de l'air forte a manqué. Le PLR exige un redémarrage rapide du processus d'évaluation afin que notre sécurité reste crédible à l'avenir.

Le « Non » aux Gripen n'est pas un rejet d'une armée forte et crédible

Le PLR.Les Libéraux-Radicaux regrette la décision du peuple de refuser l'achat du Gripen. Le vote était pourtant serré. Les débats durant la campagne de votation se sont davantage concentrés sur des éléments secondaires et les sondages n'auguraient rien de bon. En s'engageant pour un contrat incluant à la fois des peines conventionnelles et un droit de retrait, le PLR souhaitait un débat rationnel et non émotionnel. Après avoir pu faire accepter ses exigences, le parti s'est clairement engagé en faveur de l'achat du Gripen. Cependant, du côté des opposants, ce sont les polémiques liées à l'ambassadeur de Suède et les déclarations du ministre de la Défense qui ont pris le dessus, mettant de côté l'essentiel : la nécessité d'avoir une armée de l'air crédible.

Le maigre écart observé dans les résultats n'exprime pas un rejet de l'armée ou de nouveaux avions de combat, mais traduit plutôt un vote de défiance contre la nature-même de l'achat. A présent, le PLR exige le lancement d'un processus d'évaluation transparent pour que l'armée puisse continuer d'exercer ses tâches de police de l'air. Il s'agit d'un devoir central sur le plan politique et sécuritaire pour un Etat qui se veut neutre. Selon le PLR, cette mission ne peut en aucun cas être déléguée à un pays tiers ou à l'OTAN.

Un Non au salaire minimum réjouissant

Satisfaction du rejet écrasant du salaire minimum et déception en ce qui concerne le Non aux Gripen

Le PLR est très satisfait du « Non » écrasant sorti des urnes à l'encontre du salaire minimum. Le peuple a refusé avec une nette majorité un salaire minimum qui aurait été le plus élevé au monde. Les conséquences d'un Oui auraient été fatales : la place économique suisse et la formation durable auraient perdu de leur attrait et des milliers d'emplois parmi les plus bas salaires auraient été menacés. Le résultat exprime l'intérêt de la population de maintenir le partenariat social – qui a fait ses preuves - et les CCT, qui prennent en compte les différences entre les régions et les branches. C'est également un signal clair des électeurs contre les futures batailles de la gauche face au marché du travail libéral suisse.

Initiative sur la pédophilie : l'Etat de droit doit être maintenu

Comme attendu, l'initiative populaire « pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants » a été approuvée. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux regrette cette décision. Le PLR a pris position, dans la campagne de votation, pour le contre-projet indirect, qui prend la forme d'une révision du code pénal. Cette dernière va plus loin que l'initiative en introduisant une interdiction de contact et de rayon, sans violer nos principes constitutionnels et notre Etat de droit. Le PLR demande au Conseil fédéral et au parlement de mettre l'initiative en œuvre en s'assurant que les promesses des initiants pendant la campagne concernant les cas bagatelles et les amours adolescentes soient appliquées, à savoir qu'ils puissent bénéficier du principe de proportionnalité. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux respecte la volonté du peuple et continuera à s'engager pour le respect des principes fondamentaux de notre Etat de droit.

Les soins médicaux de base seront renforcés

L'arrêté fédéral sur les soins médicaux de base a été adopté très nettement par le peuple. Dès le début, le PLR s'est exprimé au profit du contre-projet direct et allégé. Ce dernier avait notamment poussé les initiants à retirer leur initiative sur la médecine de famille. En disant « Oui » aujourd'hui au contre-projet et au renforcement de la médecine de famille, un pas important a été franchi, garantissant à notre système de santé une position en comparaison internationale. Cependant, il faut rester prudent et éviter toute ingérence étatique dans le système de santé. Une politique de santé libérale doit viser une médecine juste et de bonne qualité, avec des prestations efficaces en termes de coûts. Le PLR combattra toute médecine étatique – **par amour de la Suisse.**

Contacts:

« Initiative sur les salaires minimums »

› Isabelle Moret, Vice-présidente PLR, Les Libéraux-Radicaux, VD, 079 332 08 23
› Ruedi Noser, conseiller national, ZH, 076 355 66 64

« Acquisition du Gripen »

› Corina Eichenberger-Walther, conseillère nationale, AG, 079 330 40 49
› Hugues Hiltbold, conseiller national, GE, 079 656 30 10

« Initiative sur la pédophilie »

› Andrea Caroni, conseiller national, AR, 079 688 95 50
› Christa Markwalder, conseillère nationale, BE, 079 222 52 80

« Arrêté fédéral sur les soins médicaux de base »

› Christine Eggerszegi-Obrist, conseillère nationale, AG, 079 217 64 26
› Ignazio Cassis, conseiller national, TI, 079 316 20 30